Grèce : le troisième mémorandum ne cesse de se durcir

latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-le-troisieme-memorandum-ne-cesse-de-se-durcir-643580.html

Dans son roman, *Grandeur et Décadence de César Birotteau*, Balzac trace le portrait du « petit père Molineux », un propriétaire dont le loisir préféré consiste à tourmenter ses locataires et créanciers. Lorsqu'il le rencontre au bal du parfumeur qui signera sa chute, l'ennemi de Birotteau, le banquier Le Tillet, se fait à lui-même cette réflexion : « *Si le père Birotteau fait faillite (...), ce petit drôle sera certes un excellent syndic. (...)*
Il doit, comme Domitien, s'amuser à tuer les mouches quand il est seul chez lui. » Or, à mesure que la crise grecque s'éternise, l'Eurogroupe, la réunion des ministres des Finances des Etats de la zone euro, ressemble de plus à ce « petit père Molineux ». Il semble prendre plaisir à torturer « sa » mouche, la malheureuse Grèce.

Concessions de l'Eurogroupe

Certes, dans sa réunion du lundi 20 février, l'Eurogroupe a prétendu « lâcher du lest » au gouvernement grec : il a accepté de renvoyer ses inspecteurs à Athènes, ouvrant ainsi la possibilité à terme d'une conclusion de la seconde revue du programme qui, elle-même, ouvre la porte au versement des fonds nécessaires aux remboursements des échéances de juillet prochain qui sont d'environ 7 milliards d'euros, principalement auprès de la BCE. Bref, l'Eurogroupe fait la fleur à la Grèce de ne pas fermer la porte à une faillite dont ils seront, eux-mêmes, les principales victimes.

Plus intéressant, sans doute, est la concession faite à Athènes d'accorder des mesures de croissance, en cas de dépassement des objectifs, comme le gouvernement grec l'a fait en fin d'année 2016 avec la prime accordée aux retraités. Mais, en réalité, l'Eurogroupe semble se comporter avec la Grèce comme le cruel empereur Romain Domitien, cité par Du Tillet, avec ses victimes. « *La veille du jour où il fit crucifier son trésorier, il le convoqua dans sa chambre (...), le laissa partir joyeux et rassuré et lui fit même l'honneur de partager son dîner* », raconte l'historien Suétone qui résume : « S*a barbarie était non seulement immense, mais encore astucieuse et imprévue.* » Ainsi en est-il de l'Eurogroupe qui va faire payer très cher ses bontés.

De nouvelles mesures exigées...

Le gouvernement grec s'est en effet engagé à réaliser une nouvelle réforme des retraites, effaçant ainsi celle qu'il avait lui-même établi l'an dernier et qu'il avait fait accepté aux créanciers au prix d'immenses concessions (notamment des baisses de dépenses automatiques en 2018 en cas de déviation de l'objectif d'excédent primaire de 3,5 % du PIB). Il devra aussi accepter une réforme du marché du travail et une nouvelle réforme fiscale, quelques mois à peine après avoir relevé la TVA d'un point et durci l'impôt sur le revenu. En tout, a indiqué sans badiner et avec une joie non dissimulée, le commissaire européen aux Affaires européennes Pierre Moscovici, la Grèce va devoir encore réaliser des « efforts » de 2 % du PIB.

La logique perdante se poursuit

Très clairement, donc, les créanciers entendent poursuivre la politique menée depuis 2010 en continuant à l'aggraver. Désormais, le troisième mémorandum signé en août 2015, ressemble de plus en plus à une boîte de Pandore d'où surgissent chaque année de nouvelles mesures d'austérité. Et il ne faut pas compter sur les effets « compensatoires » des mesures de « croissance » : ces dernières seront forcément limitées par la marge de manœuvre budgétaire (qui n'est pas certaine d'être chaque année aussi vaste que celle de l'an dernier) et, surtout, de la bonne volonté des créanciers. Il ne s'agira que de « propositions » helléniques qui devront être validées et acceptées par les créanciers. Pas question donc de refaire l'opération de la fin de l'année dernière avec la prime sur les retraites qui avait été une décision unilatérale. Or, selon Le Monde qui cite des sources européennes, « *pas question pour les Grecs d'avancer leurs propres réformes tant qu'ils n'auront pas donné toutes les assurances aux*

créanciers que l'excédent primaire sera d'au moins 3,5 % en 2018 et 2019 ». Et, depuis 2010, tout est dans cette question de « confiance » utilisée par l'Eurogroupe pour obtenir davantage d'Athènes. Autrement dit, Athènes devra attendre pour relancer l'activité, pas pour faire l'austérité. C'est dire si l'on peut douter des déclarations de Michel Sapin selon lesquelles la Grèce est sortie de la logique austéritaire.

Séduire le FMI

C'est qu'en réalité, dans l'esprit des créanciers, la Grèce ne compte pas. Ces mesures ne visent pas à restaurer la compétitivité de l'économie hellénique, pas davantage à rétablir la force de son Etat que l'on dit défaillant, moins encore à rendre soutenable sa dette. Le seul et unique but de ces mesures consiste à résoudre l'impossible équation dans laquelle se sont enfermés les créanciers de la Grèce : parvenir à faire entrer le FMI dans un programme que ce dernier sait intenable tout en ne cédant pas sur la nécessité reconnue par le FMI de réduire le stock de dettes grecques. En exigeant de nouvelles mesures d'économie, les créanciers tentent de faire entrer au chausse-pied la soutenabilité de la dette grecque dans les calculs du FMI. La preuve en est que, d'après le gouvernement grec, l'Allemagne réclame « 10 ans » d'excédents primaires élevés. Une mesure qui ne servirait qu'un objectif : accumuler les réserves pour rembourser la dette. C'est donc une fiction de plus permettant notamment aux Allemands de maintenir cette exigence qui avait présidé à la naissance de ce troisième plan : la participation, théoriquement impossible, du FMI.

Un FMI divisé

Le Fonds de Washington n'a pas encore donné de réponse. Christine Lagarde rencontrera le 22 février Angela Merkel. Sa position est très délicate. D'un côté, les Européens pèsent lourd mais exige une nouvelle fois que le FMI oublie ses règles élémentaires de conduite, comme en 2010. Les membres émergents du Fonds pourraient hésiter à se lancer dans une nouvelle et coûteuse erreur. D'autant que le principal contributeur au Fonds, les Etats-Unis, semblent désormais, peu soucieux de tenir compte des intérêts allemands. La directrice générale du FMI va donc devoir se montrer très convaincante pour faire avaler à la direction du FMI cette nouvelle aventure grecque...

Des Grecs sans marge de manœuvre

Côté grec, la victoire est donc particulièrement amère, même si le gouvernement affirme avoir tenu ses « lignes rouges ». Il jure aussi que, pour tout euro de mesures additionnelles, il y aura un euro de « *mesures compensatoires* » sous forme de baisse d'impôts sur la propriété foncière, sur les sociétés ou sur la valeur ajoutée. Une ligne de défense peu crédible en Grèce compte tenu des capitulations répétées du gouvernement Tsipras, mais aussi des conditions posées par les créanciers. Comment ces derniers accepteraient-ils des baisses d'impôts alors qu'ils exigent des hausses pour séduire le FMI ? Bref, tout ceci semble peu sérieux. Comme la mouche de Domitien, la Grèce semble encore condamnée à une torture sans fin où son intérêt n'est qu'un élément accessoire pour ceux qui décident de son sort.

Grèce: l’Europe tente de ramener le FMI à bord

mediapart.fr/journal/international/210217/grece-l-europe-tente-de-ramener-le-fmi-bord

21 février 2017 Par martine orange

La réunion de l’Eurogroupe a abouti à un accord avec la Grèce. Le gouvernement grec a accepté des conditions qu’il jugeait inacceptables auparavant, comme le demandait le FMI. Mais l’Europe a oublié le deuxième volet du plan du FMI comme condition à son retour : l’annulation d’une partie de la dette grecque.

« Il faudrait un miracle pour obtenir un accord aujourd’hui » , prévenait le président de la commission européenne, Jean-Claude Juncker, avant la réunion des ministres des finances de la zone euro, ce lundi 20 février, sur la crise grecque. Et le « miracle » a eu lieu. En quelques heures, les responsables de l’Eurogroupe ont trouvé un accord sur la Grèce. Ou plus exactement, le gouvernement d’Alexis Tsipras a accepté ce qu’il présentait comme inacceptable auparavant : à savoir de voter, comme le demandait le FMI, des mesures législatives préventives, portant notamment sur la réduction des retraites et une augmentation des impôts. Elles seraient mises en œuvre automatiquement si le gouvernement grec ne respecte pas ses engagements de réaliser des excédents budgétaires – avant paiement de la dette – de 3,5 % pendant au moins dix ans.

« L’accord a été obtenu sans un euro de plus d’austérité » , s’est félicité de façon inattendue le gouvernement grec, essayant de rappeler ses engagements passés. Jeroem Dijsselbloem, président de l’Eurogroupe, a une lecture différente. *« Je suis ministre des finances. Je ne peux jamais promettre la fin de l’austérité »* , a-t-il déclaré, lors de sa conférence de presse à l’issue de la réunion, en se félicitant toutefois du changement de climat dans les négociations. *« Tous les responsables ont changé d’approche sur le programme de renflouement grec, s’éloignant des mesures d’austérité pour aller vers un approfondissement des mesures structurelles pour soutenir la croissance »*, a-t-il expliqué.

C’était exactement la position défendue par le FMI depuis plusieurs semaines. C’était aussi la position que soutenait Pierre Moscovici, désormais commissaire européen chargé du marché intérieur, lors de son voyage la semaine dernière à Athènes pour débloquer la situation. *« Il est impossible d’imposer plus de mesures d’austérité à la Grèce »*, assurait-il alors dans un entretien qui semblait venir en soutien au gouvernement d’Alexis Tsipras. En s’empressant d’ajouter que de nouvelles réformes étaient nécessaires. À l’issue de l’Eurogroupe, Pierre Moscovici, cependant, restait prudent : *« Rien n’est vraiment réglé mais il y a une volonté d’aboutir »*, précisait-il.

Le ministre grec des finances, Euclid Tsakalotos et le président de l'Eurogroupe, Jeroem Dijsselbloem, le 20 février © Reuters

En dépit des éléments de langage, cette bonne volonté risque d'être mise à rude épreuve. Comment le gouvernement grec va-t-il expliquer aux députés que les mesures préventives présentées *« comme une atteinte à la démocratie »* par le premier ministre Alexis Tsipras et le ministre des finances Euclid Tsakalotos, il y a encore quinze jours, sont maintenant tout à fait acceptables ? Comment justifier auprès de la population de nouvelles réformes qui, même habillées d'autres noms, ont l'allure de nouveau programme d'austérité ?

Sans attendre, les équipes techniques de la Troïka devraient retourner à Athènes pour superviser avec les autorités grecques le programme conclu. Leurs travaux porteront spécifiquement sur la réforme fiscale, la réforme des retraites et la réforme du marché du travail, notamment les négociations collectives. Les institutions européennes estiment que les syndicats y ont un poids trop important, alors que le gouvernement grec affirmait il y a encore quelques jours vouloir renforcer leur rôle.

Un nouveau désastre en perspective à en croire nombre d'économistes, alors que les retraites ont déjà été réduites de 40 %, que la TVA a été portée à 24 %, que les impôts ont été augmentés. *« Les propositions du FMI ne sont tout simplement pas crédibles. Les retraites ont déjà été décimées avec les réformes précédentes. Alors que les moyens de subsistance de nombreux ménages grecs dépendent essentiellement des retraites, des coupes supplémentaires conduiront à plus de souffrances pour des personnes qui se débattent déjà pour survivre »*, souligne l'économiste Ernest Urtasun, appartenant au groupe européen des Verts/ EFA.

Tandis que le gouvernement grec attend le déblocage de l'aide européenne prévue dans le cadre du troisième plan de renflouement, pour pouvoir honorer un remboursement de 6,3 milliards d'euros de dettes en juillet, les Européens, méfiants, ont conditionné l'arrivée de l'argent à l'adoption des mesures législatives et à l'élaboration des

premières réformes. *« Il y a encore beaucoup de travail à faire. Si c'est fait en mars, nous débloquerons l'aide en mars. Si c'est plus tard, nous le ferons plus tard. Nous avons le temps »*, a déclaré le président de l'Eurogroupe.

« Maintenant, il est temps que le gouvernement grec tienne ses engagements. Il a une très longue liste qui l'attend. Sinon, l'aide doit être coupée. Intensifier la pression [sur le gouvernement grec – ndlr] *est d'abord une question de crédibilité. Mais cela envoie aussi le signal au FMI que l'Eurogroupe veut que le FMI reste au conseil »*, expliquait, tout de suite après la fin de la réunion, le député allemand (CSU) Markus Ferber.

Ramener le FMI à bord. C'est sans doute une grande partie de l'explication du « miracle » de cet énième sommet de la dernière chance de l'Eurogroupe – l'autre branche du « miracle » étant la volonté des Européens de trouver un semblant d'accord avant les élections aux Pays-Bas (mars), en France (avril-juin) et en Allemagne (septembre) afin que la question grecque ne s'invite pas dans les débats. Tous les ministres des finances interrogés à l'issue de la réunion n'ont cessé de souligner combien leur nouveau plan était *« en ligne avec celui du FMI »* .

Tous insistaient pour dire combien il était important que l'institution internationale, qui est restée à l'écart du troisième plan de renflouement signé en juillet 2015, tout en participant aux discussions européennes, revienne complètement dans le sauvetage grec. *« Le FMI veut voir le redressement de l'économie de la Grèce, avec une dette soutenable. Donc nous devons prendre les réformes nécessaires. Le but est de montrer qu'elles vont aider au redressement de la Grèce »*, assurait Jeroem Dijsselboem.

Rencontre au sommet

© Reuters

Ce signal envoyé par l'Eurogroupe au FMI s'inscrit dans de grandes manœuvres diplomatiques qui tentent d'amadouer l'organisation internationale. Vendredi, Berlin a fait savoir que la chancelière Angela Merkel rencontrerait mercredi 21 février la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, pour *« échanger sur des thèmes généraux »*, sans que cela ne donne lieu à *« aucune communication publique ».* Dans la soirée de mercredi, précisait la chancellerie allemande, Angela Merkel recevra aussi le président de la commission européenne, Jean-Claude Juncker, *« pour un dîner de travail sur des thèmes actuels de la politique européenne ».*

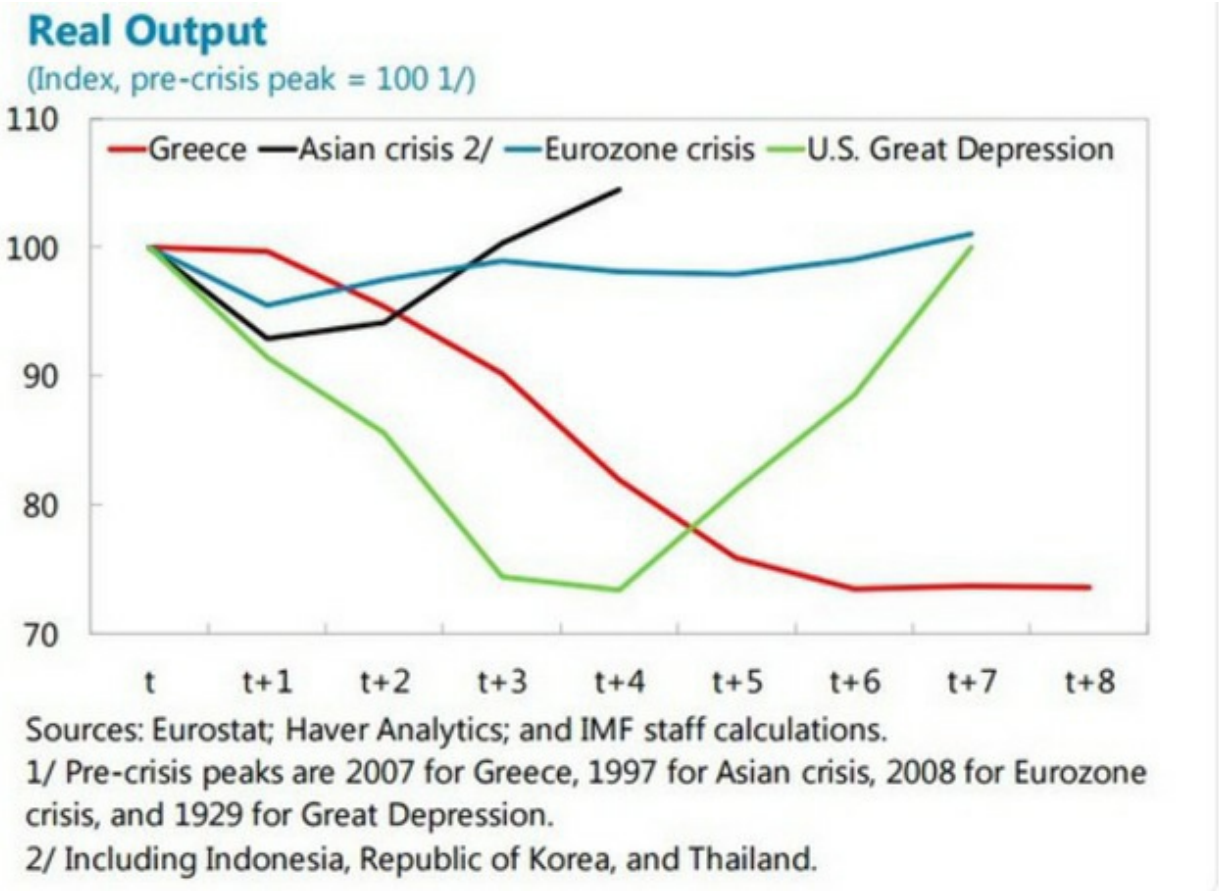
En dépit du flou volontaire entretenu sur ces rencontres, les observateurs européens ont vite décrypté : le différend entre le FMI et l'Europe, emmenée par Berlin, sur la situation grecque a atteint un tel point de blocage qu'il ne peut

désormais être tranché qu'au plus haut sommet politique. Berlin qui a conditionné depuis le départ sa participation au renflouement de la Grèce à la présence du FMI, veut obtenir le retour de l'organisation internationale. Le FMI exclut toute participation tant que les créanciers européens n'acceptent pas d'annuler une grande partie de la dette grecque, qu'il juge insoutenable. Une annulation que Berlin refuse : Angela Merkel a promis de longue date que les Allemands ne paieraient pas pour les Grecs *« fainéants ».* Annuler la dette reviendrait surtout à reconnaître le mensonge de 2010, au moment où les Allemands et les Français ont accepté de transformer les engagements de leurs banques, qui pour financer des contrats liés aux Jeux olympiques, qui pour acheter des sous-marins ou des armements, en créances publiques sur le dos de leurs citoyens.

Si le FMI se montre si intransigeant, c'est qu'il est désormais impossible de taire la réalité. En mai, la crise grecque aura sept ans. Sept ans de sommets définitifs, de plans de sauvetage, de mesures d'austérité, de réformes idéologiques obtuses qui ont abouti à un désastre humain, social et économique sans précédent : un PIB qui a diminué de 25 %, un chômage accru de plus de 23 %, 20 % de la population vivant sous le seuil de la pauvreté, et un endettement insoutenable empêchant le moindre espoir de rebond.

Sans la présence de Dominique Strauss-Kahn, alors directeur général, le FMI n'aurait sans doute jamais accepté de s'associer aux plans d'aide grecs. Très vite, le fonds a pris ses distances par rapport à la gestion européenne de la crise grecque. Dès 2013, un rapport interne très critique de l'organisation internationale pointait les multiples fautes commises par la Troïka : un plan de sauvetage qui avait servi d'abord à sauver les banques allemandes et françaises et pas le pays (8 % seulement des 220 milliards des fonds européens sont allés à la Grèce) ; une absence de restructuration de la dette grecque ; des mesures d'austérité inadaptées ; des prévisions de redressement toujours trop optimistes ; une participation très discutable du FMI.

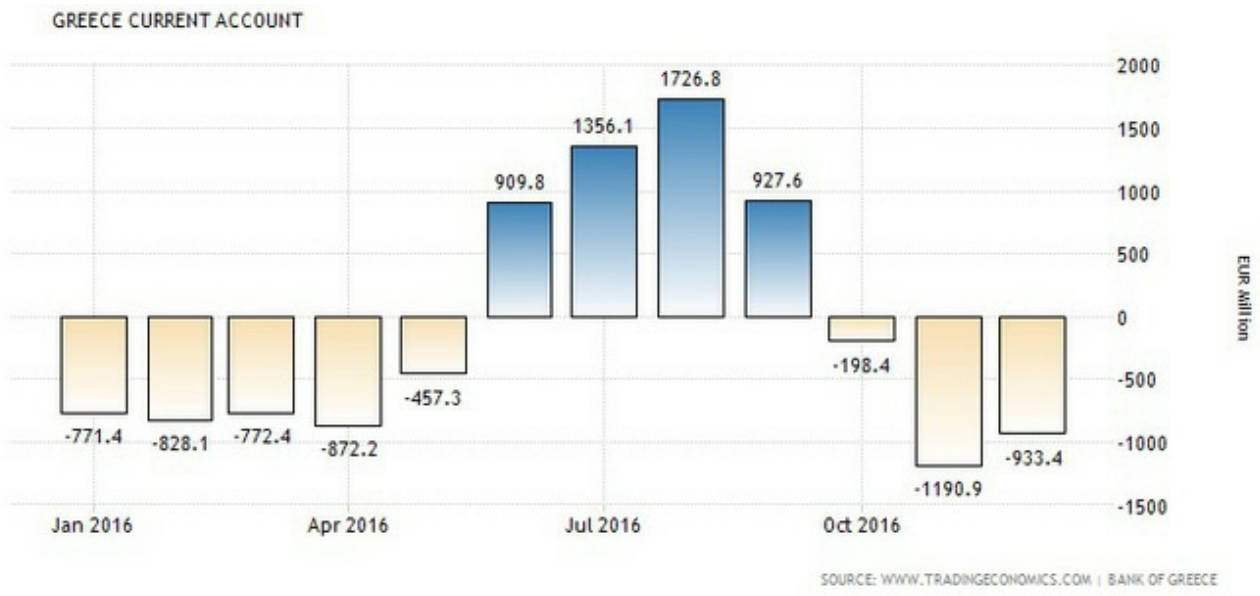
Plus le temps a passé, plus les critiques se sont accentuées, de la part des économistes de tout bord, du gouvernement américain de Barack Obama, d'autres gouvernements, notamment chinois. Les critiques et les remises en cause du FMI n'ont cessé de monter, allant jusqu'à imaginer une stratégie du choc à l'égard de Berlin, comme l'ont révélé des fuites récentes.



Évolution du PIB de la Grèce © FMI
Pour le FMI, pas question d'être associé au désastre grec. Il en va de sa crédibilité, explique-t-il à nouveau le 6 février. Lors d'une réunion à Washington, la direction du FMI a rendu public un nouveau rapport, dont de nombreux extraits avaient déjà fuité dans la presse les jours précédents, sur la situation grecque. L'évolution de l'économie grecque est dramatique. Toutes les prévisions ont été démenties par les faits. L'effondrement économique est pire que lors de la grande dépression aux États-Unis dans les années 1930. En un sens, l'expérience imposée à la Grèce peut sans nul doute être qualifiée d'« historique ».

À ce stade, toute mesure d'austérité est contre-productive, juge le rapport, qui demande une annulation de la dette grecque, jugée *« intenable »*. De 180 % du PIB aujourd'hui, l'endettement du pays pourrait devenir explosif à partir de 2030. Sans allègement notable et rapide de la dette, tout redressement économique du pays est impossible, note-t-il. Les statuts du FMI lui interdisent de participer au financement d'un pays dont la dette n'est pas jugée viable, rappelle-t-il.

Fait sans précédent, le FMI rendait publiques les divergences de vue entre ses membres sur la question. *« Si la plupart des 24 directeurs qui siègent au Conseil d'administration – et représentant les 189 pays membres du Fonds – ont approuvé le diagnostic du FMI d'une dette "insoutenable" qui nécessite un allègement rapide, quelques-uns ont exprimé une position différente »*, indiquait un communiqué du FMI, le 6 février. Même si aucun nom n'était cité, tout le monde a compris : l'Europe, et l'Allemagne en particulier, fermement opposée à toute réduction de la dette grecque, étaient désignées.



Balance des paiements courants de la Grèce. Un rebond soutenu par le tourisme uniquement. © Banque de Grèce
Les responsables européens contestent l'analyse. *« Il n'y a pas de raison de faire une évaluation alarmiste de la situation de la dette grecque. L'Europe a clairement pris des engagements pour soutenir la Grèce avec un allègement de la dette supplémentaire après le programme d'aide (2018), à condition que cela soit nécessaire »*, insistait le porte-parole de la commission européenne au lendemain de la publication du rapport. *« Nous sommes tout à fait confiants sur la Grèce »*, ajoutait le président de l'Eurogroupe, soulignant l'amélioration de l'économie grecque. Au 3e trimestre, la croissance avait enregistré un bond de 1,6 % en rythme annuel. Le rebond n'a duré que l'espace d'un instant. Dès le 4e trimestre, l'activité reculait à nouveau de 0,4 %.

La commission européenne maintient néanmoins ses prévisions « optimistes », irréalistes a-t-on envie de dire. Selon ses calculs, l'économie grecque devrait croître de 2,7 % cette année. Par quel miracle ? Les réformes marquant le succès des plans de sauvetage européens, naturellement. Dans ce contexte, pas besoin de s'attaquer au deuxième volet réclamé par le FMI : l'allègement de la dette.

Avant la réunion de l'Eurogroupe, le responsable du mécanisme européen de stabilité (MES), Klaus Regling, a ainsi assuré dans le quotidien *Das Bild*, que l'Europe *« aurait sans doute moins à payer que les 86 milliards d'euros* [prévus dans le troisième plan de renflouement – ndlr] *car l'évolution budgétaire était meilleure qu'attendu ».* Renchérissant sur ces notes enthousiastes, Jeroem Dijsselboem a affirmé que *« si un accord technique était trouvé, il pourrait y avoir un accord politique… alors, les créanciers pourraient examiner le problème d'un allègement de la dette à moyen terme ».* Autant dire aux calendes grecques.

Une rencontre au sommet entre Angela Merkel et Christine Lagarde peut-elle suffire à aplanir les difficultés et ramener le FMI à la table européenne ? *« Si le fonds accepte quelque chose sur la base d'une promesse fumeuse d'un allègement futur de la dette, alors toutes ces discussions sur le fait de tenir tête aux Allemands, ce serait une fois de plus du spectacle »*, commente Ashoka Mody, ancien responsable du FMI, maintenant enseignant à l'université de Princeton.

Même si Christine Lagarde en avait envie, il lui serait difficile d'accepter un accord en de tels termes. Nombre de pays émergents participant au FMI contestent de plus en plus ouvertement l'implication du fonds dans le renflouement grec. De plus, l'organisation doit désormais compter avec Donald Trump, qui a fait de l'éclatement de la zone euro un de ses angles stratégiques : il devient impossible au FMI d'aller contre le premier pays créancier du fonds, si son aide n'est pas irréprochable. Enfin, au sein même de l'organisation, de plus en plus d'économistes critiquent ouvertement l'approche européenne de la gestion grecque en particulier, de la crise en général. Bref, Christine Lagarde n'a pas du tout les mains libres face à l'Europe.

Juste après la réunion de l'Eurogroupe, le FMI a d'ailleurs fait un communiqué mitigé. *« Nous saluons les progrès réalisés par les autorités grecques pour répondre aux exigences des institutions dans des domaines clés. Sur cette base, nous avons accepté de participer à nouveau à la mission sur le terrain* [à Athènes – ndlr]. *Mais plus de progrès sont nécessaires pour combler les différences sur d'autres questions importantes* [sous-entendu la dette notamment – ndlr]. *Il est trop tôt pour spéculer sur la perspective de parvenir à un accord technique au cours de la mission. »* En d'autres termes, rien n'est résolu. La lamentable gestion européenne de la crise grecque se poursuit.

Grèce, la dette de Sisyphe

liberation.fr/planete/2017/02/19/grece-la-dette-de-sisyphe_1549612

19/02/2017

Aléxis Tsípras, à Athènes, en décembre 2015.

La Grèce, ce sont *les Feux de l'amour* de la zone euro : des épisodes dont on a perdu le compte, des personnages à foison, des trahisons et des passions qui se répètent à l'infini, mais parviennent à tenir en haleine les peuples, les Etats, les marchés. Les mêmes questions depuis 2010 : le pays va-t-il faire faillite ? Le Grexit est-il au bout du printemps ? Faut-il restructurer la dette ? L'austérité est-elle le seul avenir des Grecs ? Depuis sept ans, la zone euro est engluée dans cette crise dont personne ne voit l'issue et dont le coût politique pour l'idée européenne elle-même est de plus en plus élevé.

Ce lundi, l'Eurogroupe (les dix-neuf ministres des Finances) se réunit pour décider si Athènes a rempli ses engagements avant de débourser une nouvelle tranche du prêt de 86 milliards consenti en juillet 2015. Ses créanciers lui réclament notamment une réforme des retraites (la quatrième depuis 2010), ce que le gouvernement d'Aléxis Tsípras refuse pour l'instant. D'où de nouvelles tensions et un risque de Grexit si aucun accord n'est trouvé dans les prochaines semaines. Alors que l'Irlande, le Portugal, Chypre et l'Espagne sont sortis des plans d'aide concoctés par la zone euro et le FMI, la Grèce, elle, en est à son troisième programme. Et ses partenaires croisent les doigts pour qu'elle soit enfin prête à retourner sur les marchés en juillet 2018, après le loupé de 2015. Mais, même si elle parvient à se refinancer normalement, elle ne sera pas sortie d'affaire vu le montant de sa dette publique : 180% du PIB, les trois quarts étant détenus par la zone euro (via des prêts bilatéraux des Etats et le Mécanisme européen de stabilité) ainsi que par le FMI. Soit un montant de 320 milliards d'euros prêtés par les Européens. Même si le paiement des intérêts ne commencera pas avant 2023 et que les prêts consentis par la zone euro ont une durée de trente ans (donc jusqu'en 2042-2048), cela contraint la Grèce à dégager un excédent budgétaire intenable sur le long terme pour pouvoir rembourser

(3,5% du PIB hors charge de la dette dès l'année prochaine).

En ordre de marche

La zone euro a mis longtemps à comprendre que le cocktail réformes structurelles - destinées à relancer l'économie - et coupes budgétaires - nécessaires pour faire correspondre le train de vie du pays à ses ressources - ne fonctionnait pas en Grèce. En grande partie parce qu'elle a sous-estimé la gravité de sa situation et la profondeur des réformes à accomplir : Etat obèse et défaillant, corruption endémique, fraude fiscale généralisée et structures économiques dignes d'un pays sortant du communisme. Ainsi, exigence de réformes mal calibrées et peu appliquées, coupes brutales dans le budget de l'Etat et sous-estimation des effets récessifs ont abouti à faire perdre à la Grèce 27% de son PIB depuis 2010. A Bruxelles, on estime néanmoins que son économie est désormais à peu près en ordre de marche et qu'elle pourrait connaître une forte croissance en 2017 et 2018 : *«Mais les impondérables internes et externes sont tels que nos prévisions n'ont jamais été justes pour ce pays»,* tempère un haut fonctionnaire. Les potions amères administrées, pour l'instant en pure perte, à la Grèce alimentent l'euroscepticisme dans l'Union, la Commission en est consciente.

Pierre Moscovici, le commissaire chargé des Affaires économiques et financières, a donc demandé, lors d'une visite à Athènes le 15 février, que la zone euro permette au *«peuple grec de voir la lumière au bout du tunnel».* Mais comment ? Le redémarrage économique du pays ne dépend que de lui, ce qui permettra de faire baisser le ratio de la dette, ce qui enclencherait un «cercle vertueux», à condition que l'Etat grec continue à vivre chichement. Une autre solution serait de restructurer la dette afin de diminuer nettement l'excédent budgétaire primaire (hors remboursement de la dette) exigé des Grecs. En clair, les Etats européens prendraient leurs pertes comme les banques et assurances l'ont fait en 2011-2012, lorsqu'elles ont laissé sur le carreau 115 milliards d'euros… Après tout, ce sont eux qui ont admis la Grèce dans l'euro en 2001, alors qu'ils savaient qu'elle n'était pas prête, et ont fermé les yeux sur ses dérives, notamment en 2004 lorsque le gouvernement hellénique a reconnu avoir truqué ses comptes publics entre 2001 et 2004… François Hollande a d'ailleurs plaidé pour *«un allégement du fardeau de la dette»* le 12 décembre.

«Bad cop»

Mais allégement ne veut pas dire effacement : il s'agit surtout d'étaler davantage les remboursements, pas de passer par pertes et profits les sommes dues : *«Cela coûterait cher : par exemple, la France devrait éponger 22% des prêts du Mécanisme européen de stabilité,* souligne-t-on à Bruxelles. *En réalité, personne ne veut restructurer la dette grecque, mais tout le monde laisse l'Allemagne jouer le "bad cop".»* De fait, les populistes sont gagnants à tous les coups : *«Soit la zone euro est inhumaine, soit elle fait payer les citoyens français ou allemands pour les Grecs»,* soupire un haut fonctionnaire de la Commission. En Allemagne en particulier, le sujet est explosif à quelques mois des élections : *«Même Martin Schulz, le candidat social-démocrate, ne propose pas une restructuration, car il sait que sa base ne le suivrait pas»,* s'amuse-t-on dans l'entourage du ministère des Finances. D'où la dureté du ministre, Wolfgang Schäuble, qui estime qu'une restructuration obligerait la Grèce à *«quitter l'Union»,* puisqu'*«aucun pays membre de l'Union monétaire ne peut être responsable pour les dettes d'autres pays».* Surtout, ajoute-t-on à Berlin, *«qu'est-ce qui nous garantit que la Grèce ne va pas recommencer à s'endetter si on efface ce qu'elle doit ? Et pourquoi les autres pays ne nous demanderaient-ils pas la même chose ?»* Autrement dit, la zone euro est dans un piège. Quoi qu'elle fasse, elle prend un risque politique et les démagogues gagnent à tous les coups.

A lire aussi «Mon fils, chercheur à la fac d'Athènes, est parti en Arabie Saoudite»

Jean Quatremer correspondant à Bruxelles